

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
N°IC 2003/3586
CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 juin 2002, modifié le 23 novembre 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **E.A.R.L. de BAYETTE** », l'autorisant à exploiter en LA BOUILLIE au lieu-dit « Bayette » un élevage porcin de 2297 pl. d'animaux équivalents (*soit 64 pl. maternité, 209 pl. gestantes-verraterie, 795 pl. post-sevrage, 1272 pl. engraissement, 47 pl. quarantaine-infirmerie*);
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 avril 1981, au nom de « FROSTIN André », l'autorisant à exploiter en PLURIEN au lieu-dit « La Fruglaie » un élevage porcin de 640 pl. d'animaux équivalents (*soit 20 pl. maternité, 56 pl. gestantes-verraterie, 120 pl. post-sevrage, 388 pl. engraissement*);
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 avril 2003, au nom de « LEFEBVRE Sylvie », relatif à l'exploitation en SAINT MELOIR DES BOIS au lieu-dit « Saint Samson » un élevage porcin de 449 pl. d'animaux équivalents (*soit 449 pl. engraissement*);
- VU** la demande présentée le 17 mars 2005 par l'installation classée « E.A.R.L. de BAYETTE », sise « Bayette » en LA BOUILLIE, en vue de la restructuration en LA BOUILLIE d'un élevage porcin autorisé, avec reprise des cheptels autorisés précédemment répartis sur 2 autres sites (*soit 68 pl. maternité, 234 pl. gestantes-verraterie, 975 pl. post-sevrage, 2123 pl. engraissement, 24 pl. quarantaine-infirmerie*) soit 3248 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage, ainsi qu'adaptation de l'unité de traitement existante, construction d'un bâtiment engraissement-maternité et un hangar de centrifugation, en en LA BOUILLIE au lieu-dit « Bayette » (Section ZB N°12-1 et YB N°2a);

- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de LA BOUILLIE (14 octobre 2005) - HENANBIHEN (22 août 2005) - PLURIEN (14 octobre 2005) - SAINT ALBAN (19 septembre 2005) - ERQUY (18 novembre 2005);
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 mars 2006 et du 27 juillet 2006;
- VU** l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 avril 2006 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports "azotés" ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'ISLET (contrat bassin versant – alimentation en eau potable);

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MATIGNON, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 23123 UN et 11762 UP205 ; 20321 UN seront envoyées vers une station de traitement de type VALETEC qui permet d'éliminer 75 % de l'azote entrant en tête de station. Après traitement, il restera à gérer 290 UN sous forme de fumier, 2512 UN sous forme de lisier, 3048 UN sous forme de boues, 813 UN sous forme d'effluent et 4064 UN sous forme de produit organique, soit au total 10727 UN qui seront gérées de la façon suivante : 4064 UN et 7823 UP205 seront reprises par VALETEC ; 6663 UN et 3939 UP205 seront épandues sur 41,56 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 160,3 UN/ha ;

CONSIDERANT que la situation, après restructuration de l'élevage, telle qu'elle est présentée aujourd'hui, fait apparaître une charge de phosphore à l'hectare de 94,7 U - Cette diminution de la charge de phosphore à l'ha est due à la mise en place de l'alimentation biphasée, de l'utilisation de phytases et surtout de l'installation d'un poste de centrifugation (baisse de 60 % de charge en phosphore à lui seul après exportation).

CONSIDERANT que des bandes enherbées ont été mises en place afin de limiter le ruissellement et que des couverts végétaux sont systématiquement mis en place l'hiver ;

CONSIDERANT que la restructuration permettra l'abandon d'anciens bâtiments vétustes (pouvant générer des odeurs) remplacés par des constructions neuves;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasée pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

A. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. de BAYETTE », à installer et exploiter au lieu-dit « Bayette » (section ZB N°12-1 et YB N°2a) en LA BOUILLIE, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
68 pl. maternité	soit 204 PAE
234 pl. gestantes-verraterie	soit 702 PAE
975 pl. post-sevrage	soit 195 PAE
2123 pl. engraissement	soit 2123 PAE
24 pl. quarantaine infirmerie	soit 24 PAE
<i>Total : 3424 animaux</i>	<i>Total : 3248 pl. animaux-équivalents</i>

B. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de cette installation classée, à installer et exploiter à la même adresse, une unité de traitement des lisiers comprenant :

- a) une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- d) une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- e) une fosse de stockage des boues biologiques ;
- f) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 4989 m3 de lisier (20321 kg d'azote) sur 5606 m3 (23123 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 617 m3 (2802 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut et de fumier.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1. - EFFECTIFS :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 319 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 2 123 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 975 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 285 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2 – ALIMENTATION BIPHASE ET UTILISATION DE PHYTASES:

2.2.1 – L'alimentation biphasé est déjà mise en place et sera conservée. L' utilisation de phytases dans l'alimentation sera mise en place dès la date de signature de l'arrêté pour les animaux déjà en place et dès la mise en service des constructions nouvelles pour les animaux élevés dans ces dernières.

2.2.2 – Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans

2.2.3 – En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" et de non utilisation de phytases le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction des capacités du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

2.3 – AUTRES :

2.3.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler les bâtiments des habitations voisines sera mis en place aux abords des bâtiments d'élevage. Les plantations interviendront dès la construction des nouveaux bâtiments et la mise en service de ces derniers.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITÉ DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

f) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

g) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - DÉBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITÉ DE TRAITEMENT :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	4989 m3	13,6 m3
N Global	20321 kg	56,7 kg
M.S.	238863 kg	654 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - DÉBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	225 T	0,61 m3
N Global	4064 kg	11,1 kg
M.S.	119431 kg	327 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	898 m3	2,4 m3
N Global	3048 kg	8,3 kg
M.S.	47773 kg	131 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3 143 m3	8,6 m3
N Global	813 kg	2,2 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
M.S.	23 886 kg	65 kg

3.7. – AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de "mise en charge"*), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. – AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIÈRE

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTO-SURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....*),
- c) vérifier la "traçabilité de l'azote" (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE STOCKAGE ET D'ÉPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 1 591 m³.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 145 m²
- 4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 900 m³.
- 4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 2 600 m³.
- 4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 588 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
 - a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
 - b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),
 - c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).
- 4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.
- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITÉ DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service devra poursuivre son fonctionnement.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.